

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/COM.6/L.23
30 juillet 1953
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMUNICATION DU SECRETAIRE GENERAL DU "TOGOLAND CONGRESS"
CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Secrétariat national,
"Togoland Congress"
Boîte postale 85
Gbi Hohoe
13 juillet 1953

Objet : Usage inconsidéré d'armes à feu par des membres de la police
préventive de Sa Majesté, à Leklebi Dafor, Togo sous
administration britannique

Monsieur,

1. Le Président du Togoland Congress m'a chargé de vous demander un compte rendu détaillé de l'incident qui a eu lieu vers le 29 janvier 1953 sur le Territoire du Togo sous administration française, au cours duquel deux habitants du Togo sous administration britannique qui se rendaient paisiblement d'un village à un autre de la région frontrière ont essuyé le feu de la police préventive de la Côte de l'Or et ont été grièvement blessés.

2. Le Togoland Congress a appris que les deux Togolais allaient rendre visite à des parents de l'autre côté de la frontière - ce qui se fait couramment - à environ un mille en territoire togolais français et que la police a arbitrairement ouvert le feu sur eux sans même les interroger;

le Togoland Congress a également appris que la police de la Côte de l'Or s'est efforcée d'étouffer l'affaire en prétendant que les deux intéressés faisaient de la contrebande.

3. Il paraît que des incidents analogues, au cours desquels la police a ouvert le feu au hasard et impunément, se sont déjà produits dans le passé le long de la frontière. De telles pratiques ont pour but d'intimider les habitants du Togo sous administration britannique et de les isoler de leurs frères de race du Togo sous administration française.

4. Le Togoland Congress se propose de porter la question devant une instance internationale si la justice britannique ne s'en saisit pas.

Veuillez agréer, etc..

(signé)

S.G. ANTOR

SECRETAIRE GENERAL DU
"TOGOLAND CONGRESS"

A M. le Directeur de la Police de
la Côte de l'Or, Accra.

Copies :

1. LE COMMISSAIRE REGIONAL, HO
2. LE DIRECTEUR DE LA POLICE, HO
3. SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR, ACCRA
4. LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, ACCRA
5. LE SECRETAIRE D'ETAT, LONDRES
6. M. FENNER BROCKWAY, DEPUTE TRAVAILLISTE, LONDRES
7. LE SECRETAIRE DE LA SOCIETE ANTI-ESCLAVAGISTE, LONDRES
8. LE SECRETAIRE DE LA SOCIETE FABIENNE, BUREAU DES COLONIES, LONDRES
9. LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, NEW-YORK
ETATS-UNIS D'AMERIQUE
10. LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME, NEW-YORK.
